

Compétitivité : le retard de l'Europe s'accroît, alerte Mario Draghi

Virginie Malingre

Un an après la publication de son rapport, l'ex-président de la Banque centrale européenne estime que les Vingt-Sept n'ont pas été à la hauteur

BRUXELLES - bureau européen

Cher Mario », a répété à plusieurs reprises Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne, tandis qu'elle s'adressait, tout sourire, à Mario Draghi, venu à Bruxelles, ce mardi 16 septembre, débattre avec elle des avancées de l'Union européenne (UE) depuis la remise de son rapport sur la compétitivité il y a un an. « Ursula », lui a sèchement répondu l'ex-président de la Banque centrale européenne, avant de constater que, à ce stade, les Vingt-Sept n'avaient pas été à la hauteur de la situation.

En plein décrochage face aux Etats-Unis et à la Chine, l'Union est confrontée à « *un défi existentiel* ». Si elle ne change pas, elle sera condamnée à « *une lente agonie* », avait prévenu l'Italien, le 9 septembre 2024, avant de présenter ses recommandations. Le 22 août, à Rimini, il avait déjà eu des propos très durs contre une Europe « *spectatrice* » et « *la lenteur de [ses] rituels communautaires* » que « *le monde n'attend pas (...) pour [lui] imposer sa force* ».

A Bruxelles et aux côtés d'Ursula von der Leyen, ce mardi, Mario Draghi a, une nouvelle fois, livré un diagnostic sans concession sur l'état de l'action européenne. Depuis un an, des chantiers ont été lancés pour renforcer la compétitivité du Vieux Continent, a-t-il reconnu, se félicitant notamment de l'accord commercial entre l'UE et le Mercosur ou de la montée en puissance des dépenses européennes en matière de défense. Mais, juge-t-il, ils avancent trop lentement quand, le monde, lui, change à toute vitesse.

De retour à la Maison blanche, Donald Trump a augmenté les droits de douane américains. Face à la fermeture du marché américain, la Chine, elle, est encore plus à l'offensive en Afrique, en Asie, en Amérique du Sud et en Europe. « *Depuis décembre dernier, a ainsi pointé Mario Draghi, l'excédent commercial de la Chine sur l'UE a augmenté de presque 20 %.* »

L'Europe perd en souveraineté

Coincée par ses dépendances (aux Etats-Unis pour sa sécurité, à la Chine pour les terres rares et autres matières premières critiques), l'Europe perd en souveraineté et subit plus qu'elle n'agit. Dans ce contexte, elle a dû accepter un accord commercial déséquilibré avec Washington. Elle ne peut non plus se permettre de lutter efficacement contre les surcapacités chinoises et n'a pas les moyens de contraindre Pékin à ne pas aider Moscou à contourner les sanctions européennes.

Conséquence, insiste l'ex-premier ministre italien, « *l'Europe est dans une situation encore plus difficile* » qu'à l'époque où il a présenté son rapport choc. D'ailleurs, la BCE estime à 1 200 milliards d'euros ses besoins d'investissements annuels, entre 2025 et 2031, si elle veut rattraper son retard, contre 800 milliards il y a un an. « *Les entreprises et les citoyens (...) sont déçus par la lenteur de l'Europe* », constate-t-il, alors que « *notre modèle de croissance s'érode, nos vulnérabilités s'accroissent, le financement des investissements requis n'est pas clairement tracé* ».

Même des réformes, dont la nécessité est identifiée de longue date, n'ont toujours pas vu le jour. Entre autres, les Vingt-Sept n'arrivent toujours pas à s'entendre sur l'Union des marchés de capitaux, qu'ils tentent de construire depuis plus de dix ans. Quant au marché intérieur, il reste inachevé, ce qui, selon le FMI, coûte l'équivalent de droits de douane internes de 45 % pour les biens et de 100 % pour les services.

Si elle a reconnu la nécessité d'accélérer, Ursula von der Leyen a préféré revenir sur les nombreuses initiatives qu'a prises la Commission ces derniers mois, que ce soit dans l'intelligence artificielle, la défense, la simplification administrative, la décarbonation de l'industrie ou encore la réforme du régime des aides d'Etat. « *Maintenant, il*

nous faut convaincre nos collégislateurs » d'avancer, s'est-elle en partie dédouanée, renvoyant les Etats membres et le Parlement européen à leurs responsabilités, alors que la plupart de ces textes n'ont pas encore été adoptés.

A écouter Ursula von der Leyen, la situation paraît moins grave que ne le dit M. Draghi. Sur l'intelligence artificielle, par exemple, elle s'est félicitée que l'Europe compte « *quatre supercalculateurs dans le top 10 mondial* ». « *Les Etats-Unis ont produit 40 grands modèles de fondation l'année dernière, la Chine 15, l'UE seulement 3* », lui a répondu le professeur d'économie. Sur l'énergie aussi, les deux protagonistes se sont livrés à une passe d'armes à fleurets mouchetés. « *Les prix du gaz naturel dans l'UE sont encore près de quatre fois plus élevés qu'aux Etats-Unis* », a insisté Mario Draghi. « *Plus de 70 % de notre électricité provient de sources à faibles émissions de carbone. L'an dernier [en 2024], nous avons réduit notre facture de combustibles fossiles de 60 milliards d'euros* », a pointé Ursula von der Leyen.

Selon les calculs du centre de réflexion bruxellois EPIC, seulement 11 % des 383 recommandations faites par M. Draghi il y a un an ont été mises en œuvre totalement, et environ 20 % de manière partielle. Les économistes de Deutsche Bank jugent dans une note récente sur le sujet que « *les progrès dans l'ensemble sont mitigés* ».

« *Trop souvent, trop souvent, on trouve des excuses à cette lenteur. C'est simplement ainsi que l'UE est construite, dit-on* », a regretté Mario Draghi, n'hésitant pas, en l'espèce, à parler de « *complaisance* ». Si les Vingt-Sept et les eurodéputés n'arrivent pas à s'entendre, les Etats membres désireux d'avancer peuvent toujours, a-t-il rappelé, faire des « *coalitions de volontaires* », y compris pour emprunter de l'argent ensemble.